



Mario Centeno, un président de transition pour réformer la zone euro

EUROGROUPE Les ministres des Finances des Dix-Neuf ont élu leur homologue portugais à la tête de l'Eurogroupe. Le nouveau président devra se pencher sur les réformes de l'union bancaire, du Mécanisme européen de stabilité et sur un éventuel budget commun

RAM ETWAREEA
@ram52

Mario Centeno, 51 ans, ministre des Finances dans le gouvernement socialiste portugais, a été élu président de l'Eurogroupe lundi pour un mandat de deux ans et demi. Pour Gregory Claeys, économiste à l'Institut Bruegel, il s'agira d'une présidence de transition. «Mario Centeno devra réformer les institutions de la zone euro, déclare-t-il. Celle-ci devrait se doter d'un président à plein-temps pour assurer une meilleure efficacité, une plus grande transparence et, surtout, pour éviter un potentiel conflit entre ses intérêts nationaux et ceux de la zone euro.»

Le nouveau président de l'Eurogroupe remplacera le Néerlandais Jeroen Dijsselbloem, qui a officié depuis 2014 à la tête de ce conseil informel qui réunit chaque mois les ministres des Finances des 19 pays de la zone euro. Il cède sa place après deux mandats à cause de la débâcle de sa formation politique (Parti travailliste, centre) aux élections législatives de mars dernier. Il avait lui-même succédé à Jean-Claude Juncker en 2014 et était particulièrement actif dans la résolution de la crise de la dette grecque.

Trois autres candidats en lice

Outre Mario Centeno, trois autres ministres étaient en lice: le Luxembourgeois Pierre Gram-



Mario Centeno est l'un des poids lourds du gouvernement portugais. A la tête de l'Eurogroupe, il devra réformer le fonctionnement de la zone euro. (OLIVIER MATHYS/API)

gna (libéral), le Slovaque Peter Kazimir (social-démocrate) et la Lettonne Dana Reizniece-Ozola (centre droit).

Docteur de Harvard, professeur d'économie avant d'accepter d'occuper un fauteuil ministériel et sans filiation politique partisane, Mario Centeno est devenu au fil de son mandat l'un des poids lourds de l'équipe du premier ministre portugais, Antonio Costa. Au pouvoir depuis 2015 dans une coalition gouvernementale avec la gauche radicale, celui-ci a réussi à tourner la page de la politique d'austérité mise en place par le précédent gouvernement.

Le mérite de cette stratégie revient en grande partie à son ministre des Finances, qui a non seulement remis le pays sur les rails, mais aussi restitué, du moins partiellement, le pouvoir

d'achat perdu durant les années de crise. Le ministre a en effet la réputation d'être discret mais efficace. Le Portugal était l'un des pays de la zone euro qui avait été sévèrement frappé par la crise financière de 2007-2008 et qui avait dû faire appel à une aide européenne contre un programme d'austérité.

Accusations

L'élection de Mario Centeno n'est toutefois pas passée sans controverse. Il a bénéficié ouvertement du soutien de l'Espagne, de l'Italie et de la France au nom de la solidarité latine. Mais il aurait aussi, selon les accusations avancées par son rival le luxembourgeois Pierre Gramigna, conclu un marché avec l'Allemagne: une éventuelle participation des sociaux-démocrates à un gouvernement de coalition avec

Angela Merkel. Berlin a démenti. Mario Centeno devient le seul dirigeant européen issu de la famille de gauche; toutes les institutions (Commission, Conseil et Parlement) sont en effet dirigées par des personnalités affiliées aux partis de droite.

Le nouveau président de l'eurogroupe, Mario Centeno, devient le seul dirigeant européen issu de la famille de gauche

Gregory Claeys fait encore remarquer que la zone euro a aussi un besoin urgent de réformes. Notamment sur le plan de la cohérence. «Le président de l'Eurogroupe est aussi le président du Mécanisme européen de solidarité (MES), mais la prise de décision est lente, dit-il. Il faut simplifier les procédures afin que celui-ci puisse intervenir rapidement en cas de difficulté dans un Etat.» Il rappelle qu'en été 2015, plusieurs parlements avaient été rappelés d'urgence des vacances avant de mettre en œuvre une décision pour éviter à la Grèce de faire faillite.

L'idée de réformer le fonctionnement de la zone euro est en réalité acquise. Les 19 ministres des Finances ont lancé les discussions dès lundi soir. L'objectif est de faire le point sur l'avenir de l'union bancaire, du MES et d'un éventuel budget européen avant le prochain sommet européen le 15 décembre à Bruxelles. ■

Banque Heritage étudie «une ou deux acquisitions»

SUCCESSION Carlos Esteve a passé la main à son frère Marcos qui est devenu directeur général de l'établissement genevois, qui n'écartera pas l'éventualité d'une fusion avec une autre banque



MARCOS ESTEVE NOUVEAU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA BANQUE HERITAGE

«La Banque Heritage se doit de grandir car le coût de la réglementation augmente»

lesquels nous avons formalisé des offres.

Erosion des marges

La place financière, estime Marcos Esteve, va continuer à se consolider, certaines banques étant encore trop petites pour survivre dans le nouvel environnement réglementaire. Quant à la Banque Heritage, elle «se doit

de grandir car le coût de la réglementation augmente». Elle reste cependant rentable, selon son nouveau directeur général, qui avait commencé sa carrière à Nestlé. «Il existe une érosion des marges, mais la nôtre reste élevée», dit-il sans préciser le niveau.

Marcos Esteve n'écartera pas non plus l'hypothèse d'une fusion avec une banque d'une taille similaire. Mais elle n'est pas essentielle pour assurer sa survie: «Notre taille est suffisante. Des banques ayant 2 milliards sous gestion peuvent rester rentables. Tout dépend de leur structure de coûts», poursuit-il, rappelant qu'Heritage a externalisé son back-office et ses services informatiques en 2008 déjà à Crédit Agricole.

Difficile en Asie pour les petites banques

La banque se concentre sur une cinquantaine de marchés cibles, répartis entre l'Europe de l'Ouest – notamment l'Angleterre – la Suisse – où elle dit avoir compté la plus forte progression ces dernières années – et la Russie.

L'Amérique latine n'est plus un marché aussi prépondérant pour l'établissement, qui s'est en outre retiré du continent asiatique. «Nous y avons fait nos expériences», explique Marcos Esteve, rappelant que la banque a fermé son bureau de Singapour. «C'est très difficile pour les petits établissements, car les Asiatiques aiment les grandes marques, ils ont besoin d'un important effet de levier pour leurs investissements que nous ne pouvons pas toujours offrir et ils négocient fortement les tarifs», justifie-t-il. En revanche, Heritage voit des opportunités dans un marché que la banque juge délaissé, celui des clients américains. Elle a enregistré une entité auprès de la SEC, le gendarme de la bourse américaine, qui sera domiciliée en face de la banque à Grange-Canal (GE). Objectif: réunir 150 millions de francs sous gestion au cours des 18 premiers mois suivant le lancement. Elle sera vite rentable, prévoit-il. ■

MATHILDE FARINE
@MathildeFarine

BOURSE

MARCHÉ DE ZÜRICH

Tir groupé des financières

La bourse suisse a démarré sa première séance de la semaine en hausse de 0,60% à 9330,15 points, effaçant ainsi les pertes enregistrées vendredi. Ce rebond intervient dans un contexte de riche actualité aux Etats-Unis, entre l'enquête sur l'ingérence russe et le succès d'étape de la réforme fiscale du président, Donald Trump, qui a donné des ailes aux valeurs financières et aux cycliques. Le SMI a clôturé en hausse de 0,6% à 9328,63 points et le SPI de 0,6% à 10684,88 points.

LE TITRE VEDETTE

Credit Suisse



Credit Suisse a réalisé la meilleure performance du jour avec un bond de 2,35% à 16,96 francs. UBS (+0,9%) et Julius Baer (+0,35%) à 57,25 francs) ont

également profité de l'adoption par le Sénat américain de la réforme fiscale de l'administration Trump. Aux cycliques, ABB s'est apprécié de 2,09% à 25 francs, bénéficiant d'un relèvement de recommandation à «acheter» par Deutsche Bank. Nestlé (+0,8% à 84,40 francs) a bénéficié de rumeurs de rachat de la division Consumer Health de Merck. Les deux autres poids lourds Novartis (+0,36% à 84,10 francs) et Roche (-0,44% à 247 francs) ont connu des fortunes diverses. L'Agence américaine du médicament (FDA) a homologué FoundationOne CDx comme outil de diagnostic complet pour les traitements oncologiques personnalisés, développé par Foundation Medicine, contrôlé par Roche. ■ BCGE, SALLE DES MARCHÉS

EN BREF

Le Venezuela va lancer une monnaie virtuelle

Le président socialiste vénézuélien Nicolas Maduro a annoncé la création du «petro», une monnaie virtuelle basée sur les réserves de pétrole du pays, pour lutter contre le «blocus financier» des Etats-Unis. Outre le pétrole – dont le Venezuela détient les réserves les plus importantes de la planète – cette nouvelle monnaie virtuelle sera basée sur le gaz, les stocks d'or et de diamants, a indiqué le président. L'annonce intervient alors que le pays, mis en difficulté par la chute des cours du pétrole dont il tire 96% de ses devises et sanctionné par les agences de notation, est acculé à restructurer une dette extérieure estimée à environ 150 milliards de dollars par certains experts. Durant l'année écoulée, le bolivivar vénézuélien a perdu 95,5% face au dollar au marché noir. AFP

Le bitcoin pourrait faire trébucher l'économie

L'expert financier Thomas Peterffy met en garde contre le bitcoin. Utilisée sur un large front, cette monnaie virtuelle comporte des risques et pourrait faire trébucher l'économie, comme lors de la crise financière de 2008. Le bitcoin, comme produit financier établi, présente des risques systémiques, a déclaré l'expert dans une interview parue dans la NZZ lundi. Depuis plusieurs semaines, des mises en garde contre la «bulle spéculative» de cette monnaie susceptible d'imposer se répètent. A long terme, le financier s'attend à ce que le bitcoin soit sans valeur. «Un jour, le cours du produit bitcoin sera si élevé que certains investisseurs et traders seront en difficulté et subiront des pertes, comme en 2008 avec la faillite de Lehman Brothers», a-t-il expliqué. ATS